

J'espère que le sénateur Buckwold n'insinue pas que le rapport qu'il mentionne approuve l'intervention du Parlement par une mesure spéciale.

Enfin, je tiens à dire au sénateur Croll que j'ai pris la parole aux nouvelles de huit heures ce matin. Il n'écoute peut-être pas les stations de qualité supérieure qui demande des entrevues à des gens comme moi, mais j'ai expliqué ce qui s'est passé au Sénat. Je crois que mon explication était très claire. Je me joins à lui pour dire à la population canadienne que le Sénat demande unanimement aux travailleurs de retourner au travail, et j'ai confiance qu'ils respecteront la volonté du Parlement même s'ils détestent le gouvernement.

Le sénateur McIlraith: Honorables sénateurs . . .

Son Honneur le Président: Je tiens à informer le Sénat que si le sénateur McIlraith prend la parole maintenant, il mettra fin au débat de deuxième lecture du bill.

Le sénateur McIlraith: Honorables sénateurs, j'ai écouté attentivement les opinions exprimées par le sénateur de Stadacona qui siège de l'autre côté, et par celui de Saskatoon, celui de Red River, celui de Toronto-Spadina—qui a d'ailleurs parlé assez peu—ainsi que par l'honorable leader de l'opposition, le sénateur de Rougement.

Ils se sont tous exprimés éloquentement mais j'ai été un peu étonné de certaines de leurs remarques qui me troublent un peu en ce sens qu'elles se rapportaient à des questions extrêmement importantes, que j'aimerais énormément débattre, mais qui n'ont pas vraiment trait au bill dont nous sommes saisis. L'honorable sénateur de Stadacona a émis des opinions d'ordre général très intéressantes sur la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Les autres sénateurs ont continué dans la même veine.

Je ne vais pas chercher à résoudre les grandes questions soulevées par les honorables sénateurs. Toutefois, j'aimerais leur signaler un ou deux paragraphes du discours du trône relatifs aux efforts entrepris pour présenter des amendements à la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Je cite:

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre sa politique de restriction salariale dans le secteur public. On vous demandera d'adopter des modifications à la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique pour faire en sorte que les salaires payés dans la Fonction publique s'ajustent à ceux du secteur privé, sans les devancer.

On vous demandera aussi d'adopter une loi visant à faire du ministère des Postes une Société de la Couronne afin de rendre le service postal plus efficace et plus réceptif aux besoins du public.

Ce deux questions préoccupent fort le Sénat. Mais, honorables sénateurs, vous comprendrez que je ne vais pas me laisser aller à les aborder aujourd'hui. Nous pourrions en discuter à l'occasion du débat de la motion sur l'Adresse en réponse au discours du trône ou lorsque ces mesures nous seront présentées. Le bill à l'étude est assez précis et d'une application, si on peut dire, restreinte. Il concerne essentiellement le conflit qui oppose actuellement les Postes au Syndicat des postiers du Canada.

J'ai été particulièrement heureux d'entendre le leader de l'opposition dire qu'il voulait que ce bill soit adopté avec le

[Le sénateur Flynn.]

consentement unanime de cette Chambre. Toutefois, je remarque que les porte-parole de l'opposition officielle au Sénat dans ce domaine se sont efforcés d'indiquer que l'opposition désapprouvait le bill. Vraiment, cela m'a intrigué. Je pensais que tous les honorables sénateurs, malgré tout le déplaisir qu'ils pourraient avoir à voter une loi de retour au travail dans un cas pareil, auraient su en comprendre la nécessité dans les circonstances. J'en conclus que les porte-parole de l'opposition pour l'étude de ce bill, dont le sénateur de Red River (le sénateur Roblin), qui a reproché au gouvernement d'avoir hésité, cafouillé et tourné autour du pot, sont encore sous le coup d'une certaine euphorie ou d'un léger excès d'enthousiasme provoqué par les événements de lundi qui, pour eux, sont une bonne nouvelle, plutôt que par le sujet du bill. J'espère que c'est bien là la raison de l'excès de zèle qu'ils manifestent à combattre le gouvernement sur cette mesure et en ce moment. En ce cas, je suis tout enclin à le leur pardonner. Il faut dire, cependant, que leurs critiques ne sont guère justifiées dans les circonstances.

Je pense n'avoir rien d'autre à ajouter.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 2^e fois.)

RENVOI AU COMITÉ PLÉNIER

Son Honneur le Président: Honorables sénateurs, quand ce bill sera-t-il lu pour la troisième fois?

Le sénateur McIlraith: Honorables sénateurs, je propose que nous nous formions en comité plénier pour l'examen du bill et que nous invitions le ministre d'État chargé des Affaires urbaines et ministre suppléant du Travail à prendre place parmi nous, conformément au Règlement, pour répondre aux questions que nous aurions à lui poser au sujet de cette mesure.

Appuyé par l'honorable sénateur Cook, je propose que ce bill soit aujourd'hui renvoyé au comité plénier.

(La motion est adoptée.)

Le sénateur Perrault: Honorables sénateurs, pour ne pas interrompre les propos du ministre suppléant du Travail devant le comité plénier, je propose que le Sénat s'ajourne maintenant à loisir pour se réunir à nouveau à l'appel du timbre, vers 2 heures.

(Le Sénat s'ajourne à loisir).

● (1400)

La séance reprend à 2 h 15.